



Préfecture de l'Ain  
Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques  
Bureau des réglementations  
Références : ACM

COPIE

**Arrêté préfectoral  
fixant des prescriptions complémentaires à la société CHROMECA à Beynost**

**Le préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1<sup>er</sup> et notamment ses articles L.511-1, L.514-2, R.512-31 et R.512-33 ;
- VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 autorisant la société CHROMECA à exploiter un atelier de traitement de surfaces à Beynost ;
- VU la circulaire ministérielle du 10 mai 1983 relative au cas des établissements nécessitant une régularisation administrative ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2012 mettant en demeure la société CHROMECA de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter,
- VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 19 juillet 2012 suite à l'inspection réalisée sur le site le 11 juillet 2012,
- VU le courrier de l'inspecteur des installations classées du 19 juillet 2012 adressé à la société CHROMECA suite à sa visite sur le site ,

CONSIDERANT que lors de sa visite de l'établissement réalisée le 11 juillet 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté que le volume des bacs de l'installation de traitement de surfaces soumise à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées est de 68,1 m<sup>3</sup> pour un volume autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 de 25 m<sup>3</sup>, ce qui représente une augmentation de 172 % de la capacité des bacs ,

CONSIDERANT que cette augmentation de l'activité implique le dépassement du seuil fixé à 30 m<sup>3</sup> à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 relatif au bilan de fonctionnement pour la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

CONSIDERANT que cette augmentation de la capacité nominale de l'installation de traitement de surfaces implique le dépassement du seuil fixé à 30 m<sup>3</sup> à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 susvisé,

CONSIDERANT que cette augmentation d'activité constitue par conséquent une modification substantielle au regard de l'article R.512-33 du code de l'environnement nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation ,

CONSIDERANT que la société CHROMECA n'est pas en mesure économiquement de soutenir une période d'exploitation avec un volume de bacs réduit à 25 m<sup>3</sup>,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de fixer des prescriptions réglementant provisoirement l'établissement en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## - ARRETE -

### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 autorisant la société CHROMECA à exploiter une activité de traitement de surface, une activité de traitement mécanique des métaux et une activité de « sablage », est complété et modifié par les articles suivants.

### Article 2 :

#### Article 2-1

Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 est remplacé par le tableau ci-dessous

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature des activités	Volume des activités	Classement
2565.2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 : 2.a Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 l	Les bains 1 à 9 concernent le chromage (acide chromique principalement, concentré à 250 g/l)  Les bains 10 et 11 concernent le déchromage à la soude (à 5g/l) et à l'acide chlorydrique (à 30/34%).	Volume bains 1 à 4 (m³) : 3,6 Volume bains 5 (m³) : 2,4 Volume bains 6 (m³) : 3,9 Volume bains 7 (m³) : 6 Volume bains 8 (m³) : 9,2 Volume bains 9 (m³) : 20 Volume bains 10 (m³) : 3 Volume bains 11 (m³) : 20  Total (m³) 68,1	A
1131-2.b)	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 2.b) Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t	Emploi d'acide chromique en solution dans les bains 1 à 9, soit 45,1 m3	Environ 51,9 tonnes à une densité de 1,15	A
2560-2	Métaux et alliages (Travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW		< 500 kW	D
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW		> 20 kW	D

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)  
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'établissement est classé en " seuil bas " au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement. Dans le cas présent c'est au titre de la rubrique 1131 que l'établissement est SEVESO seuil bas (seuil à 50 tonnes).

#### Article 2-2 – Réseau piézométrique

L'exploitant devra transmettre un tableau de rubrique de ses installations mis à jour avec un comparatif des volumes d'activité entre 1990 (année d'autorisation) et 2012 dans un délai d'1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 3 - Eaux souterraines**

#### **Article 3-1 – Réseau piézométrique**

La surveillance des eaux souterraines (nappes au droit du site) est réalisée à partir d'au moins trois piézomètres de contrôle.

Au moins un de ces piézomètres de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation et deux en aval.

La définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

Les conclusions de cette étude ainsi que le projet d'implantation des piézomètres de contrôle devront être transmis à l'inspection des installations classées avant leur réalisation et dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **Article 3-2 – Conception des piézomètres**

Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques. Si un puits est destiné à contrôler plusieurs nappes non connectées entre elles alors toutes les précautions devront être prises dans sa conception et au cours de sa réalisation afin de ne pas connecter ces nappes.

Les piézomètres réalisés après la notification du présent arrêté préfectoral seront au minimum dimensionnés pour recevoir une électro-pompe immergée.

La protection en tête sera assurée par un tubage acier scellé au sol dans un massif de béton et fermé par une bride en tête verrouillée ou une bouche à clef.

A l'issue des travaux, un développement des ouvrages sera réalisé.

L'ensemble de ces travaux devra être réalisé dans un délai de 3 mois à compter de la transmission de l'étude hydrogéologique.

### **Article 3-3 – Contrôle des eaux souterraines**

#### **Article 3-3-1 - Prélèvements**

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme " Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 ", et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

#### **Article 3-3-2 - Analyse de référence**

Avant la mise en exploitation des nouvelles installations, une analyse de référence doit être exécutée sur les différents piézomètres et devra porter au moins sur les paramètres listés à l'article 3-3-3.

Ces analyses sont renouvelées tous les quatre ans.

#### **Article 3-3-3 - Suivi de la nappe et paramètres mesurés**

L'exploitant analyse dans les échantillons prélevés, selon une périodicité semestrielle (un prélèvement en période de basses eaux et un autre en période de hautes eaux), les paramètres suivant :

- niveau d'eau en cote N.G.F. (avant prélèvement),
- pH, température, potentiel d'oxydoréduction, conductivité à 25°C (ou résistivité),
- métaux principaux : Al, Cr3+, Cr6+, Pb, Cu, Ni, Zn, Cd, Hg, Fe, Mn,
- hydrocarbures totaux.

#### **Article 3-3-4 - Évolution des paramètres**

Dans le cas où une évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré est constatée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées sans délais pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Si l'évolution défavorable est confirmée ou si une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- l'exploitant en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée,
- parallèlement l'exploitant devra définir et mettre en œuvre les mesures (détermination du secteur et confinement de la zone en cause) correctives.
- l'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.
- le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

### **Article 3-3-5 - Méthodes d'analyses - laboratoire**

Les analyses sont effectuées conformément aux normes françaises ou européennes en vigueur et par un laboratoire agréé à cet effet.

## **Article 4 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **Article 4-1 – Dispositions constructives**

#### **Article 4-1-1 - comportement au feu**

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;
- murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- Les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ;
- Les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.

(R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique.)

Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;
- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3).

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les travaux nécessaires afin de respecter les prescriptions du présent article devront être terminés dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **Article 4-1-2 - chaufferie**

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Les travaux nécessaires afin de respecter les prescriptions du présent article devront être terminés dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 4-2 - Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;



- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) est dimensionnée à un débit de 90 m<sup>3</sup>/h pendant une durée de deux heures, et est assurée par :

- 2 poteaux d'incendie (PI) à la norme française (NFS 61-213 et NFS 62-200) garantissant en fonctionnement simultané un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique d'un bar et ceci au minimum pendant deux heures,
- au moins un PI doit être situé à moins de 100 mètres d'une entrée de l'atelier. Le deuxième doit être implanté à moins de 200 mètres d'une entrée de ce même atelier. Ces distances s'entendent en cheminement direct, sans obstacle fixe, d'une largeur minimum de 1,40 mètre et praticable en tout temps,
- à défaut, chaque poteau incendie peut être remplacé par une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.
- garantir que les points d'eau assurant la DECI du site soient implantés à 30 mètres minimum des façades du risque à couvrir ou en dehors de la zone des flux thermiques de 3 KW en cas de modélisation des flux,

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les moyens de défense extérieure contre l'incendie de l'établissement doivent être réceptionnés dès leur mise en eau en présence d'un représentant du service départemental d'incendie et de secours.

#### **Article 4-3 - rétention de l'ensemble des eaux polluées et des eaux d'extinction incendie**

Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) pourront être isolés du milieu naturel et des réseaux communaux de manière aisée.

Pour cela, des dispositifs permettant l'obturation de ces réseaux ainsi que des bassins de rétention sont implantés de sorte à maintenir sur le site l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Ces eaux devront être recueillies de façon gravitaire.

Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent être signalés et pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Le volume des rétentions ainsi créé doit avoir une capacité de 220 m<sup>3</sup> au minimum.

La rétention ainsi que les éventuels dispositifs d'obturation devront être opérationnels dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **Article 4-4 – information des secours**

Mettre à disposition des secours un état des stockages de produits dangereux, préciser leur nature, leur quantité et leur localisation, ainsi que leurs fiches de données de sécurité.

Apposer à l'entrée du bâtiment et si possible à l'extérieur, un plan schématique sous forme de pancarte inaltérable destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Ce plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NFS 60-303 (arrêté du 24 septembre 2009) " du 20 septembre 1987 " relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie. Il doit représenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement. Doivent y figurer, outre les dégagements, (arrêté du 24 septembre 2009) " les espaces d'attente sécurisés " et les cloisonnements principaux, l'emplacement:

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides ;
- des organes de coupure des sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

#### **Article 4-5 – Installations électriques**

Aucune matière combustible ne devra être stockée à moins de 10 mètres des armoires électriques présentes dans les ateliers.

#### **Article 5**

La zone des bains de chromage contenant de l'acide chromique est équipée de détecteurs d'hydrogène judicieusement disposés.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Les systèmes de détection ont des niveaux de sensibilité adaptés aux situations.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:

- le franchissement du premier seuil (20% de la LIE\*) entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse ,
- le franchissement du deuxième seuil, fixé à 40% de la LIE\*, entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, soit immédiatement, soit pour des raisons de sécurité après une temporisation.

#### **Article 6**

Les mesures provisoires prescrites par le présent arrêté ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation prescrite par l'arrêté de mise en demeure en date du 1<sup>er</sup> août 2012.

**Article 7:** l'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.514-1 et L.514-11 du Code de l'environnement.

**Article 8 :** En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement, cette décision peut être déferée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la société CHROMECA – 74, allée des Grandes Combes – ZI Ouest – 01700 Beynost,

- et dont copie sera adressée :

- au maire de Beynost, pour être versée aux archives de la mairie, pour la mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;

- au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 1<sup>er</sup> août 2012

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Dominique LEPIDI